

Le salaire, force motrice de l'économie

Autor(en): **Krüger, H.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **26 (1934)**

Heft 11

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-383989>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le salaire, force motrice de l'économie.

Par H. Krüger.

Il est triste de constater qu'à une époque où la richesse sort par tous les pores de l'économie, les syndicats sont pour ainsi dire réduits à leurs propres moyens pour défendre le standard de vie conquis par la classe ouvrière. En ce moment, une campagne ardente est déclenchée contre les « hauts » salaires de la classe ouvrière suisse. Que l'on prenne la *Nouvelle Gazette de Zurich* ou d'autres produits de presse de cet acabit et l'on se rendra compte que le thème de la baisse des salaires est répété jusqu'à satiété. Elle semble être le salut de l'économie. Le journal en question écrivait dans le numéro 1828 de son édition un article sur « L'avenir de nos industries d'exportation » et disait entre autres: « A ce propos (adaptation de nos prix et de nos salaires à ceux de l'étranger) il faudra en appeler aux vastes milieux de la population, qui ont su jusqu'à ce jour maintenir le revenu qu'ils touchaient à une époque prospère, bien que l'index du coût de la vie ait été fortement réduit entre temps. Il ne se peut pas, et il n'est pas admissible que ces milieux se croisent les bras et se laissent aller à la misère la plus sombre comme nombre de leurs concitoyens, pour tomber finalement à la charge publique et être entretenus par la communauté. »

On cherche par tous les moyens à exterminer *la théorie sur l'importance que joue le pouvoir d'achat des masses* sur toute l'économie nationale. L'on parle d'un fiasco de la « théorie syndicale du pouvoir d'achat ». En Allemagne, on va même jusqu'à la rendre responsable de l'échec retentissant de l'économie. Cependant, on devrait bien se rendre compte d'une manière générale au nord de notre pays, qu'à l'époque où les ouvriers touchaient de hauts salaires, l'économie était des plus florissantes. Mais, du fait que l'on répand partout chez nous la légende de la « désastreuse théorie du pouvoir d'achat » et qu'elle est admise sans autre, il semblerait que le moment est propice de bien faire ressortir l'importance des salaires pour la prospérité de l'économie. Il sera beaucoup mieux à ce sujet de laisser parler quelques personnes éminentes de l'économie et de la politique de diverses nations.

C'était en juin 1933, lors du congrès de la Chambre du commerce international à Vienne, alors que le célèbre propriétaire américain de grands magasins, *Filene*, rappelait entre autres aux quelque 1000 patrons de 40 pays, réunis et déconcertés:

« Nous avons atteint dans le domaine industriel et scientifique une puissance dont nous n'avons jamais rêvé. Mais, plus nous faisons usage de cette puissance, plus nous nous sentons pauvres. Le problème fondamental réside dans le fait de savoir comment répartir les marchandises par rapport à la capacité de production. La terre entière attend le lever du soleil. Mais le soleil brille depuis longtemps. Le moment est venu pour l'économie internationale de savoir où agir. Grâce à des usines et des machines modernes, on

est parvenu à produire une telle richesse, qu'il ne devrait plus avoir de misère dans le monde civilisé. Mais, ce n'est pas tout. Il a été prouvé que les nouvelles méthodes de travail ne permettent non seulement de supprimer la misère, mais encore réussiraient à élever le standard de vie des masses, à un niveau qui dépasserait même celui des classes privilégiées de n'importe quelle époque de l'histoire. Autrefois comme aujourd'hui, tout profit commercial n'est possible que s'il existe un pouvoir d'achat des masses suffisant. C'est pourquoi il est absolument indispensable de maintenir la capacité d'achat des masses, d'élever les salaires, de réduire la durée du travail, de baisser les prix et d'élever ainsi d'une manière générale le standard de vie, chaque fois et partout où une capacité de production plus forte le permettra. Nous vivons à une époque du « veau d'or » où il n'y a pas place pour la misère. Nous vivons en un temps où les travailleurs peuvent s'entourer de confort et de luxe dans une mesure dont nous n'avons même jamais rêvé. »

Une année et demie s'est écoulée depuis que l'un des partisans du système capitaliste a prononcé ces mots. Les chefs de l'économie, qui se trouvaient réunis à Vienne à ce moment-là, s'en sont retournés chez eux — et ont laissé les choses comme elles étaient. Le monde est même devenu plus insensé encore ! On connaît les idées d'Henry Ford, mais nous croyons bien faire en citant quand même quelques passages célèbres de ses deux œuvres « Ma vie et mon œuvre » et « Aujourd'hui et demain » :

« Le travail est la pierre d'angle sur laquelle repose le monde, il est la racine de notre propre estime... Le salaire fait face à toutes les obligations que le travailleur doit remplir en dehors de l'atelier. Il fait face à toutes les nécessités de direction et de service dans l'intérieur de l'usine. La production industrielle est la plus précieuse mine qu'on ait jamais mise en exploitation. L'ouvrier est un citoyen qui contribue à la prospérité de la nation. C'est le chef d'un ménage, c'est souvent un père de famille, et il faut que sur son salaire il élève ses enfants et en fasse des citoyens utiles. Comment allez-vous chiffrer la contribution que le foyer apporte au travail de cet ouvrier ? Vous payez bien l'homme pour son travail, mais quelle est la dette de ce travail envers le foyer du travailleur ? La dette envers sa position de citoyen, envers sa position de père ? L'homme travaille à l'atelier, mais la femme travaille à la maison. Il faut donc que l'atelier paye pour les deux... Les salaires les plus élevés qui aient été payés jusqu'à ce jour, sont loin d'être aussi élevés qu'ils devraient l'être. L'industrie n'est pas encore suffisamment organisée et ses objectifs ne sont pas suffisamment clairs pour qu'il soit possible de payer plus qu'une fraction des salaires légitimes... De hauts salaires pour tout le monde auraient pour conséquence la prospérité générale du pays... Un chômeur est un client immobilisé. Il ne peut acheter. Les crises commerciales résultent de l'affaiblissement du pouvoir d'achat du public. Cet affaiblissement provient de l'incertitude ou de l'affaiblissement des revenus. Le remède consiste à fortifier le pouvoir d'achat dont la source réside principalement dans les salaires... Le signe extérieur du travail est le salaire. Le salaire témoigne d'un travail fait, il assure la continuité du travail. En réduisant les salaires, vous réduirez le travail, parce que vous limiterez en même temps la demande dont le travail dépend. De hauts salaires accompagnés de prix de vente élevés ne servent à rien et ne font l'affaire de personne. Mais une élévation des salaires combinée avec une réduction des prix signifie la création d'une plus grande capacité d'achat, un plus grand nombre de clients. Une réduction des salaires n'est pas le remède d'une consommation ralentie ; elle en accentue au contraire le ralentissement en réduisant le nombre des acheteurs possibles... Nous groupons dans notre société 200,000 agents de vente de première force. Et chaque jour nous faisons de nouveaux clients parmi les ouvriers des gens qui achètent nos produits. Pour chaque dollar de salaire nous payons deux dollars pour du matériel et des pièces que nous livrent des entreprises étrangères. Le prix de

vente s'élargit sans cesse ... , le paiement d'un salaire élevé a le même effet qu'une pierre jetée dans une mare calme.»

Lors de l'Assemblée générale de la Fédération internationale de la soie (Paris 1930), l'industriel suisse Stehli constatait dans son rapport que:

«le seul moyen d'accroître la consommation réside dans l'amélioration des conditions d'existence en Europe, en particulier celles des classes moyennes et populaires. On ne pourra pas augmenter la consommation, tant que les masses ne sont pas en mesure d'acheter le surplus de marchandises ... L'industrie européenne ne peut songer à améliorer ses installations; elle n'est même pas capable d'utiliser à plein rendement les moyens de production actuels. Elle se voit, au contraire, contrainte de limiter sa production. (*Le Temps*, supplément économique, 23 juin 1930.)

L'ancien ministre du travail américain (la citation ci-dessous et les suivantes sont tirées de l'ouvrage très documenté publié par le Bureau international du Travail et intitulé: « Les aspects sociaux de la rationalisation »):

«il n'existe pas de marchandises, achetées ou offertes, que l'ouvrier de notre temps ne désire pas acquérir, si le salaire qu'il touche le lui permet».

En ce qui concerne le déséquilibre entre l'offre et la demande, le journaliste économiste Stuart Chase écrit dans « *The Nemesis of American Business and other Essays* »:

«La marge entre le total des coûts et le prix de vente a été si élevée dans les établissements bien situés qu'un énorme montant des profits nets a été rendu disponible pour de nouveaux investissements. Les dépenses des riches n'ont absorbé qu'une petite fraction de leur revenu total. La balance a été dirigée vers de nouvelles entreprises, dont quelques-unes extrêmement utiles, mais dont beaucoup n'ont fait qu'ajouter au suréquipement de l'industrie. Si plus de revenus avaient été dépensés sous forme de salaires, l'industrie se trouverait sur une base plus solide, avec moins de capital flottant à la recherche d'investissements incertains. En résumé une mauvaise distribution du revenu a fait beaucoup pour provoquer le suréquipement de l'industrie. Au lieu d'user du capital, on en a abusé.»

Terminons la liste des témoignages en faveur de l'importance des salaires dans le cadre de l'économie nationale générale par une citation de l'écrivain américain Michael B. Scheler:

«En un mot, le niveau de vie de nos ouvriers doit être élevé régulièrement en harmonie avec le taux de progrès du machinisme. La machine augmente la production, multiplie nos besoins et crée plus de loisirs. Une classe ouvrière jouissant de loisirs suffisants et d'un pouvoir d'achat correspondant aux progrès de la machine peut faire de celle-ci un bienfait pour l'humanité, un moyen de plus haute civilisation. Une classe ouvrière mal payée et malheureuse ferait que la machine apporte la dévastation dans la société.»

Des salaires nominaux élevés ne sont pas, en dernier ressort, la sagesse même, sinon les ouvriers allemands se seraient sentis très à l'aise lorsqu'au temps de l'inflation ils touchaient des salaires se chiffrant par milliards. Tout dépend de la capacité d'achat de ces salaires, en un mot, de l'amélioration et du maintien des salaires réels. Dans son livre « *Politique moderne des salaires* », l'Union syndicale américaine a écrit à ce sujet:

« Au début les ouvriers organisés luttèrent pour l'obtention de salaires nominaux. La politique des salaires subit une modification, lorsque les ouvriers se rendirent compte que le salaire nominal ne permettait pas d'établir si le salaire est élevé ou trop bas, et que bien plus il faut juger les salaires par rapport aux prix. A partir de ce moment-là les organisations ouvrières luttèrent en faveur des salaires réels, c'est-à-dire pour obtenir des salaires leur permettant d'acheter davantage. L'ouvrier vit dans une communauté. Dans cette communauté, chacun cherche à améliorer sa situation économique. Il arrive que les uns, qui ne sont pas des ouvriers, arrivent à un meilleur résultat que les autres. La situation économique de l'ouvrier s'améliore ensuite, du fait qu'il peut acheter davantage qu'auparavant, mais sa *situation sociale*, sa position dans la société s'aggrave, car ceux qui ne sont pas des ouvriers peuvent acheter relativement plus que lui. C'est le cas par exemple lorsque la productivité augmente en plus forte proportion que le salaire réel. C'est pourquoi la politique des salaires ne s'occupe plus exclusivement des prix ou des salaires réels; elle ne cherche pas seulement à obtenir une meilleure situation économique pour l'ouvrier, mais elle se voue également à ses conditions de vie sociale, à sa place dans la société; elle veille également à ce que la part de l'ouvrier au progrès de la civilisation ne soit pas diminuée; ainsi que les syndicats mirent tout en œuvre pour assurer une place satisfaisante à l'ouvrier dans la vie économique lors de la seconde phase du développement des prix, la politique des salaires en est actuellement au début de la troisième phase et s'occupe de l'augmentation de la productivité, afin d'assurer une part équitable de cette dernière à l'ouvrier et un rang satisfaisant dans la vie sociale. Une augmentation de la productivité sans une augmentation proportionnée des salaires réels, signifie que les produits supplémentaires doivent être achetés par d'autres consommateurs que les ouvriers et, que par rapport aux autres consommateurs, la situation sociale de l'ouvrier est en régression, dès que ses conditions de vie ne s'améliorent pas de la même manière que celles des autres classes de la société. »

Dans le numéro 10 de la *Revue syndicale*, Max Weber a prouvé que la qualité de la main-d'œuvre est un poste actif de l'économie nationale suisse. Il va de soi qu'un travail de qualité ne saurait être fourni par une classe ouvrière aigrie et dans la misère. A ce sujet, nous lisons dans l'ouvrage du Bureau international du Travail déjà cité:

« Libéré de soucis incessants, parfois d'une véritable angoisse, l'ouvrier est plus apte au travail efficace. Pour s'acquitter au mieux de sa tâche, il faut qu'il arrive à l'atelier, chaque matin, bien portant et plein d'entrain; c'est ce que permet seul un bon salaire.

Un salaire plus élevé a aussi pour effet de développer en lui le sentiment de sa dignité et d'accroître sa force morale, de développer sa conscience professionnelle. En fait, l'expérience des conseils de salaires britanniques prouve que de plus hauts salaires donnent à l'ouvrier une plus haute idée de lui-même et lui confèrent réellement une valeur économique supérieure en l'incitant à faire effort pour accroître au maximum son gain par son travail. A un niveau plus élevé, on note également que les hauts salaires en éveillant chez l'ouvrier de nouveaux besoins, font naître en lui le désir d'une amélioration incessante de sa condition et l'incitent par suite à un développement systématique de son efficacité. »

La Société des établissements Ford d'Europe a établi des comparaisons entre le rendement des ouvriers des divers pays où elle a des succursales. Pour éviter les difficultés qui pouvaient résulter de la diversité des monnaies, la société avait introduit une nouvelle base de comparaison: « coût-minutes ». Elle occupe, dans ses différentes succursales, des ouvriers français, belges, danois, allemands,

italiens, espagnols, suédois, finlandais et turcs, qui dans chacun de ces pays effectuent le même travail, avec les mêmes machines, les mêmes outils et avec les mêmes procédés. Selon le chef des établissements Ford, Sir Percival Perry, c'est au Danemark, où les salaires sont les plus hauts que le « coût-minutes » est le plus bas. En Belgique, par contre, où les salaires sont les plus bas, le « coût-minutes » est le plus élevé. « Il ne s'agit pas ici d'une comparaison fortuite et sans portée. De semaine en semaine, et de mois en mois, les données numériques viennent corroborer ces faits. »

Les expériences faites dans divers pays industriels et que nous venons de relater, prouvent suffisamment que les hauts salaires, qui sont synonymes de grand pouvoir d'achat, sont la *bénédiction de l'humanité* et du progrès culturel. Ils sont également la force motrice de l'économie. Dans la crise actuelle, il s'avère impossible de consommer tous les produits alimentaires et les matières premières amoncelés et toutes les marchandises livrées par les fabriques. Un niveau élevé des salaires pourrait également maintenir le niveau de l'économie très haut. Il existe dans l'économie mondiale quelques oasis dans lesquels on pourrait comme autrefois maintenir très haut le standard de vie. Il en est ainsi de la Suisse. Si les salaires que l'on paye en Suisse devaient être sensiblement réduits, les ouvriers des autres pays en subiraient le contre-coup. L'aggravation du standard de vie d'un pays ou de l'autre portera toujours préjudice à l'économie mondiale.

Les syndicats et la transformation de l'économie.

L'article publié sous ce titre dans le numéro 10 de la *Revue syndicale* nous a valu diverses critiques de la part de nos adversaires comme de personnes de notre camp. Dans la presse radicale a paru un article, sous des titres très différents, provenant probablement de la presse moyenne, qui, dans le style dont cette agence est coutumière, vitupère le mouvement ouvrier. Il suffit de rétablir la grossière erreur sur laquelle repose cette attaque pour réduire toute son argumentation à néant. Les faits sont présentés de manière à laisser supposer que notre article paru dans le numéro de septembre aurait été rédigé à la suite de la situation politique actuelle et qu'il sous-entendrait de la « méfiance » à l'égard du socialisme. Cela est absolument faux. Les idées émises dans notre exposé ne sont pas le fruit d'expériences qui datent d'aujourd'hui. Nous les émettions il y a 10 ans déjà. Qu'il nous suffise de rappeler un article paru dans la *Rote Revue* du mois d'octobre 1925, qui reproduisait un extrait d'une vaste étude sur le problème de la socialisation. Cette étude cite même des con-